

DES RESULTATS PROMETTEURS.

Localement comme nationalement, la progression de SOLIDAIRES est importante. Sur la région, nous sommes à 5,4 % dans le Loir et Cher (4 listes présentées sur les 5 possibles), 4,61 % dans le Cher (4 listes présentées sur les 5 possibles) et 4,29 % dans le Loiret (6 listes présentées sur les 10 possibles), 5,27 % dans l'Indre (3 listes sur les 5 possibles). Nous sommes à une moyenne de 4,60 % (+ 3,2%) sur la région malgré la quasi absence de listes dans l'Eure et Loir.

Au niveau national, nous passons à 3,82 % (soit + 2,31 %) et dans le détail :

- Industrie : 1,8 %
- Encadrement : 2,9 %
- Agriculture : 4 %
- Activités diverses : 5,5 %
- Commerce : 4,8%

SEULS DANS LA CAMPAGNE ?

Ces bons chiffres s'expliquent de plusieurs manières : nous avons réussi à nous implanter (parfois de façon douloureuse) dans divers secteurs (commerces, transports, cliniques privées, etc). Nous avons essayé de développer de façon constante dans nos syndicats des pratiques et des réflexes interpro (avec des hauts et des bas). Nous avons largement anticipé la campagne en recherchant des candidat(e)s dès la fin 2007. Nous avons budgétisé cette campagne avec des fonds provenant de l'effort d'une dizaine de nos syndicats (ainsi, les dépenses des uns et des autres ont pu être prises en charge et nous avons pu éditer des affiches et des tracts locaux en grandes quantités). Nous avons opté pour une longue campagne de terrain, très visible. D'où notre départ sur des collages dès début septembre. Avec quelques moments épiques : des patrouilles de gendarmerie que l'on croise, des équipes de bourrins de FO qui nous précèdent de peu, 265 communes visitées en 10 jours pour coller sur les panneaux officiels, un collage avec 32 camara-

des l'avant-veille des élections, des bandeaux SOLIDAIRES sur 200 mètres le long du périphérique, des « vocations » de colleuses qui naissent, des seaux de colles qui se renversent dans le coffre des voitures...

Le plus surprenant, c'est que jusqu'à la mi novembre, nous avons été pratiquement les seuls à coller en campagne. Les autres organisations syndicales se lançant brusquement dans la bataille dans les toutes dernières semaines. Cette situation nous a vraisemblablement servie puisque nous avons eu tout loisir pour apposer des affiches partout et faire mieux connaître SOLIDAIRES 37.



LA ROUTE RESTE LONGUE.

Ces résultats satisfaisants ne doivent pour autant pas nous endormir. Il nous faut désormais redoubler d'effort pour d'une part développer SOLIDAIRES en région Centre et consolider, par l'entraide, des structures balbutiantes. En Indre et Loire, il nous faut poursuivre notre développement et notamment, monter de nouvelles sections syndicales dans l'industrie, le commerce et les activités diverses. Il nous faut, dans les mois à venir, avoir un véritable plan de développement de l'interpro locale. Notons, qu'avec les voix engrangées dans le secteur public, nous titillons la barre des 10 % de travailleurs votants pour nous dans ce département.

Il ne tient qu'à nous à passer ce seuil symbolique. Nous avons prouvé notre capacité à agir collectivement ces derniers mois. Continuons sur la voix d'un syndicalisme intègre et de lutte des classes en nous développant là où les autres ne font plus aucun travail. 90 % des entreprises tourangelles ignorent la présence syndicale.. Il nous reste un boulevard !

Eric Sionneau

QUELQUES CHIFFRES

- 58 pots de colles utilisés.
- 7000 autocollants posés.
- 6000 affiches et bandeaux collés.
- 10 000 tracts (présentation de 4 pages de SOLIDAIRES 37) diffusés dans une trentaine d'entreprises.
- Plus de 5000 km parcourus par plus d'une quarantaine de militant(s) des SUD départementaux.
- 85 candidat(e)s validés pour nos 5 listes et une douzaine de candidats trouvés dans les sections du commerce et des activités diverses pour aider nos camarades du Loir et Cher et de l'Indre.

LES FACHOS DE FO ?

Pas facile de faire des campagnes d'affichage. En septembre, nous avons proposé de rencontrer les organisations syndicales afin d'établir un « code de respect mutuel » durant cette campagne. Une seule nous a répondu, la CGT, en nous proposant de nous voir plus tard, beaucoup plus tard (beaucoup trop tard) ... Alors que l'on venait juste de célébrer l'armistice de 14/18, le 11 novembre (rassemblement antimilitariste co-organisé par SOLIDAIRES 37), les hostilités ont commencé... Dans certains coins, nos propositions de ne pas recoller systématiquement sur une autre organisation syndicale ont tenu... quelques jours... Des équipes CGT ont parfois joué le jeu. A la CFDT beaucoup moins... Parfois la CGT a même « pactisé » avec la CFDT (ex : Bléré) ; position commune oblige... à FO on a été bourrin du début jusqu'à la fin : les nervis de cette organisation syndicale ont recouvert systématiquement et massivement tout ce qui n'était pas estampillé FO. N'hésitant pas dans certaines communes à s'accaparer les panneaux officiels des autres organisations et à déchirer nos affiches officielles (Sepmes, Bournan, L'île Bouchard, Sorigny, Vernou etc).

La prime à la connerie a été de recouvrir, le matin des élections, l'ensemble des panneaux officiels à la mairie de Tours (une vingtaine). Sur intervention des organisations syndicales, leurs affiches ont du être promptement enlevées par le délégué FO... A Château-La Vallière, Souvigné, à Chambray les Tours, mêmes pratiques mais là, les mairies ont laissé faire...

A FO, la démocratie n'existe que si tu fais partie de FO, et encore..

Le résultat de ces brillantes pratiques est tombé dans les urnes : FO perd sa seconde place départementale et recule de 3,82% (-2955 voix)...

LES BONNES SURPRISES

Du côté des **Activités Diverses**, c'est à Villedomer que l'on cartonne avec une première place avec 56 % des suffrages (104 suffrages exprimés) , loin devant la CGT en deuxième position (23 %) et FO (10,57 %) en troisième position.

Bon résultat aussi à Château-Renault où, sur 186 voix, nous arrivons en deuxième position (18,28 %), derrière la CGT (42,47 %) et devant FO (16,12 %).

Dans le **Commerce**, il y a avait une liste en plus (les ex de la CSL). Disons que l'on s'en tire pas trop mal à Chinon (7,8 %), Loches (7,4 %), Parçay-Meslay (8,73 %).

Dans l'**Industrie**, on arrive en deuxième position dans deux petites communes : Beaumont en Véron (16,60 %) et Bourgueil (23 %) ... Mais le nombre de votants n'excèdent pas les 23...

Dans l'**Agriculture**, c'est à Tours (en pleine ville...) que l'on fait le mieux avec 15,6 % des voix derrière la CFDT (27,5 %) et la CGT (27,3 %).

Enfin, chez les **Cadres**, la surprise vient de Veigné où on se retrouve à la première place avec 25 % des voix (sur 24 suffrages exprimés...). La présence des camarades de l'AFPA dans le secteur ne doit pas être étrangère à ce résultat...

RACHIDA DIT VOIT NETTOYER LES CONSEILS DES PRUD'HOMMES



DES PROBLEMES LE JOUR DU VOTE

Le 3 décembre, jour du vote, plusieurs surprises désagréables nous sont tombées dessus. Tout d'abord, un trop fort taux d'absentéisme qui pourrait, à terme, être le signal pour ce gouvernement de prédateurs, d'une remise en cause de la justice prud'homale telle qu'elle existe en France à ce jour.

Et puis, il y a eu plusieurs mairies qui ne se sont pas beaucoup foulées pour que les choses se passent correctement : à Tours, les délégués de liste n'ont pas eu le droit à un plateau repas, ni à un seul verre d'eau et se sont vu restreint (illégalement) leurs rôles et prérogatives. A Monts, à Chambray-les-Tours, les assesseurs étaient au même régime.. Tenir un bureau de vote de 7H45 à 22H30 sans collation et sans boisson, c'est une manière assez originale pour développer les « vocations citoyennes ».

Question bordel municipal, revenons de nouveau à Tours, où jusqu'à 9h30, « on » s'est trompé en mettant des bulletins de vote industrie pour la liste Activité Diverses de SOLIDAIRES. Il a fallu que des camarades de SUD CAF qui venaient voter à ce moment là, pétent le scandale pour que la situation soit rétablie (résultat : quelques bulletin de vote SOLIDAIRES non validés).

A Avoine, c'est un salarié venant voter pour nous dans l'industrie qui, à 11h, ne s'est vu proposé que des bulletins de vote Encadrement. Il a fait rétablir de lui-même la situation et nous en a averti. Là aussi, plusieurs votes SOLIDAIRES ont été perdus du fait de la négligence des mairies... Lorsqu'il s'agit de préparer des élections politiques, nos élus sont beaucoup plus vigilants.. Il faut dire aussi que, le jour du vote, ils étaient en congrès départemental...

CAMPAGNE 2008

Nous n'avons reçu aucune aide financière publique (contrairement aux autres syndicats). Nous avons récolté auprès de nos syndicats 3320 euros qui se détaillent ainsi :

SUD PTT	
SUD CAM	500,00 €
SUD Santé sociaux	500,00 €
SUD Michelin	1 000,00 €
SUD Protection sociale	250,00 €
SUD Rail	200,00 €
SUD Etudiant	200,00 €
SUD Alstom	50,00 €
SUD Education	500,00 €
SUD ANPE	100,00 €
	20,00 €

Nous avons dépensé 3489,96 euro (affiches, colle, tracts, remboursements repas et frais kilométriques, frais divers), soit un déficit de 169,96 euros.

Branche Associative Sanitaire et Sociale:

Succès de la manif du 30 septembre

4 bus partis de Tours (environ 200 personnes), près de 10 000 à Paris, des manifs importantes en province (Lyon, Rennes, Auch, etc.), la journée du 30 a été un vrai succès.

La revendication principale de ces manifestations unitaires (malgré la mise à l'écart au dernier moment de SUD Santé Sociaux par l'intersyndicale) portait sur les salaires, mais aussi, car cela est lié, sur la défense des Conventions Collectives et notamment la CC66, aujourd'hui dans le collimateur.

Que ce soient pour les salariés-es de la CCN51, de la CCN66, de la CCLC, de la Croix Rouge, des CHRS, etc, les revendications salariales sont les mêmes.

En 10 ans, la perte de pouvoir d'achat peut s'évaluer à 15%!

Les propositions pour gagner plus ne sont pas originales, puisqu'elles tiennent lieu de leitmotiv à nos gouvernants: « travaillez plus pour gagner plus! »... autrement dit, faites des heures supplémentaires, ou plus exactement, laissez vous imposer des « heures sups » lorsque cela arrange votre employeur!

Et bien non! Les milliers de manifestants du 30 septembre ont rappelé, dans l'unité, qu'il y avait une autre solution pour gagner plus: l'augmentation générale de tous les salaires, pour tous et toutes!

Être payé correctement pour leur travail, voilà la revendication légitime des salariés de la Branche Associative Sanitaire et Sociale (BASS).

Le but des employeurs est simple: réduire le coût du travail en réduisant de fait les salaires et les effectifs, en dégradant les conditions de travail et donc d'accueil pour la population dont s'occupent ces salariés.

Le salaire au mérite, la révision des qualifications (qui permettra d'employer un maximum de salariés déqualifiés), le ralentissement du déroulement des carrières, constituent l'essentiel des attaques contre les acquis de ce secteur.

On ne peut donc défendre les salaires sans défendre sérieusement les Conventions Collectives existantes (et leur amélioration).

C'est le message porté par notre syndicat SUD Santé dans ces manifestations. Et ce 30 septembre ne peut être qu'un point de départ et d'appui pour des mobilisations encore plus importantes.



Notre syndicat fera tout pour qu'il en soit ainsi, pour que la mobilisation la plus unitaire possible se renforce avec une seule boussole: gagner !

Clinique de l'Alliance: victoire de SUD

Depuis l'ouverture de la clinique de l'Alliance, la Direction met des bâtons dans les roues à la section syndicale SUD.

Malgré notre activité sur l'établissement, nous devons faire la preuve de notre représentativité devant les tribunaux.

Au mois de mars le Tribunal d'Instance de Tours avait rendu un jugement en notre faveur, confirmant notre représentativité et condamnant la Direction de l'alliance à une amende de 1000 euro de dommages et intérêts.

Mauvaise perdante et s'enfonçant dans son entêtement, cette Direction refuse de reconnaître notre nouveau

délégué syndical et nous a encore envoyé devant les tribunaux.

Le jugement a été rendu ce 19 septembre et... de nouveau Bingo pour SUD!

Même verdict que précédemment: reconnaissance du délégué SUD et nouvelle condamnation à 1000 euros de dommages et intérêts !!!

À ce rythme, on va finir par être riche ... quoique nous n'ayons toujours pas vu la couleur d'un seul euro.

Devrons nous à notre tour être obligés d'emmener au tribunal cette Direction pour qu'elle respecte les décisions prises?



CHU TOURS: suite du feuilleton : « Élections aux conseils de pôles »

Pour ceux et celles qui n'auraient pas suivi, rapide résumé des épisodes précédents: la gentille Direction du CHU de Tours organise comme elle peut avec la meilleure volonté possible les élections aux conseils de pôles en 2006. Le vilain syndicat SUD, qui n'est pas content, conteste l'organisation de ces élections auprès du Tribunal Administratif qui, sûrement abusé et trompé par un stratagème machiavélique du fourbe syndicat, donne raison au méchant SUD.

Nouvel épisode:

Devant tant de haine de la part du rusé syndicat SUD, la bonne Direction du CHU, en état de légitime défense, s'explique dans une lettre adressée à tous les services. Soucieuse de la bonne marche de son beau CHU, la vénérée Direction n'a pas d'autre choix que de maintenir les conseils de pôles en l'état, d'ici les prochaines élections, qu'elle ne manquera pas d'organiser... quand elle aura le temps.

Face à tant de générosité et d'abnégation, le hargneux syndicat SUD frappe une nouvelle fois lâchement cette bien aimée Direction inoffensive. Jugeant que cette décision prise par cette pauvre Direction désarmée ne respectait pas le jugement du Tribunal, l'odieux syndicat fait un « recours gracieux » (on

devrait plutôt dire un « recours perfide », venant de la part de tels individus) exigeant l'annulation de cette décision.

Que va faire cette Direction si héroïque devant tant d'adversité ?

Se plier à un jugement injuste et sûrement pris sous la contrainte ou résister jusqu'à la mort ?

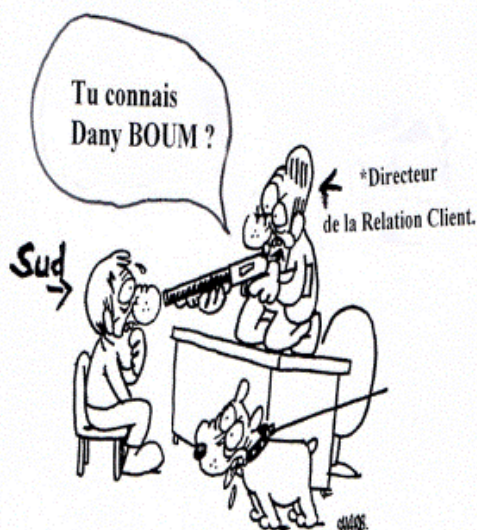
Suite au prochain épisode...



ORANGE à la SANTE ?

Depuis 5ans une grande partie de l'activité de France Télécom de Tours a été regroupée sur des plateaux téléphoniques. De gré ou de force, le personnel a dû suivre avec en prime et comme punition, le travail « forcé » au téléphone.

Le discours « bienvenue chez Orange » moins drôle que le film....



Une formidable évolution dans notre boulot, qu'ils disaient.

Nous étions partis pour une peine en conditionnelle, le boulot remplacé par la dictature des chiffres:

Délai Moyen de Traitement d'un dossier.

Productivité.

Calcul du temps de pause à la seconde.

Et avec tout cela, la perte progressive d'initiative.

Ces temps-ci, on a appris que le travail des centres d'appels allait s'exporter vers les prisons.

Faire un métier de bagnard ça a de la gueule pour un défenseur du service public.

Déjà qu'on nous écoute comme si on était des terroristes, qu'on nous fait passer des entretiens comme si on était des suspects, restait plus qu'à refiler le boulot aux taulards... et la boucle est bouclée.

Au moins si un jour on finit au trou on aura une adaptabilité programmée...

LE MAL SE PORTE BIEN !

Début juillet, notre camarade Jean-Michel de Troyes (CCOR) s'est donné la mort en se jetant sous un train. Il était au téléphone avec la Déléguée SUD jusqu'à l'accomplissement du drame.

Ce camarade en grande souffrance a accusé dans des écrits l'entreprise France Télécom et certaines personnes qui conduisent sa politique.

Bien évidemment la direction refuse d'admettre l'évidence.

Depuis le début de l'année, ce sont sept de nos collègues qui se sont suicidés, dont six depuis le mois de mai.

Le rôle des organisations syndicales n'est pas de faire des communiqués de presse dès lors qu'il est trop tard.

C'est une guerre que l'entreprise mène contre ses salariés, nous devons relever le défi et nous battre pour que demain on ne meure plus pour le boulot.

Depuis le samedi 02 août, la fédération SUDPTT dépose des préavis tous les samedis. Les revendications portent sur les conditions de travail, et l'organisation de celui-ci, entre autres.

Le taux de grévistes annoncé par FT dépasse les 10%. A TOURS, la grève est suivie par près de 50% des conseillers clients, ce qui nous fait penser que l'entreprise communique pour nous affaiblir.

L'ensemble des fédérations syndicales ont été contacté, et les réponses tardent à venir.

Pourtant comme le dit le secrétaire du CE de la DTNOC c'est tous ensemble qu'il faut s'y mettre, alors on attend de voir...

Les grèves de 24h n'ont jamais permis de faire reculer l'entreprise.

Combien faudra-il de Jean-Michel, Christian, André, Patrick, pour que l'organisation du travail soit au service des individus et pas des profits bourgeois ?

FAUX ET USAGE DE FAUX

Nos directions ont encore fait parler d'elles lors de la grève du 23 septembre dernier.

Rivalisant de médiocrité, elles arrivent à fournir aux médias un chiffre de 22,80 % de grévistes (RGP et distri compris).

Parallèlement, avec près de 400 manifestant(e)s dans la rue (du jamais vu depuis très longtemps), la manifestation tourangelle, si on s'en tient aux chiffres fournis par nos « responsables » aurait donc réuni la quasi totalité des grévistes. Or, nous savons pertinemment que tous nos collègues en grève ne se sont pas déplacés à la manifestation (pour des raisons multiples et variées). Si on prend l'hypothèse raisonnable qu'un sur deux l'a fait, on se rapproche de la vérité et du chiffre de grévistes annoncé par les organisations syndicales, à savoir près de 40 % tous services compris.

La conclusion de tout ça : les chiffres fournis par nos directions sont bidons. Rajoutons qu'en matière de faire du bidon, nos directions s'y connaissent...



N'IMPORTE QUOI !

Le gentil Bailly, nouvel arrivant au conseil d'administration de GDF, et par ailleurs président du « groupe La Poste » nous envoie un beau courrier fin septembre afin de nous dire que la privatisation de La Poste c'est super et que l'on peut le remercier car, voyez vous, il aurait pu choisir de « céder certaines activités »... Mais, nous rassure-t-il immédiatement, en précisant que (l'unité de nos activités) sont « à la fois l'un des plus grands acquis de l'histoire, l'une des plus fortes attentes de nos clients et donc l'un des meilleurs atouts de notre avenir. ».

Qu'il vienne le dire aux salariés de Télétrans (filiale informatique de La Poste) dont les 120 salariés de St Avertin et de Tours ont été virés comme des malpropres il y a un an et dont La Poste n'a rien fait de sérieux pour les reclasser...

Le tribunal des prud'hommes est sur le coup... Quant aux fadaises de « Monsieur » le président sur « l'unité de l'entreprise »... On se torche avec !

SUD Education s'oppose au décret Darcos organisant 60 heures de soutien aux élèves en difficulté !

Qu'on ne s'y trompe pas ! Ce décret a été mis en place pour organiser la disparition des Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté (RASED).

N'oublions pas que ces mesures ont été validées grâce à la signature du protocole de discussion par l'UNSA, la FSU et la CFDT en novembre 2007 et la signature du relevé de conclusion par l'UNSA et la CFDT en février 2008.

Les enseignants doivent récupérer les 2 heures du samedi matin, supprimées sans aucune concertation!

XAVIER DARCOS CONFIRME LA SUPPRESSION DU SAMEDI MATIN

PAR CONTRE, ON VA SÛREMENT AJOUTER UN JOUR ENTRE LE LUNDI ET LE MARDI, ET UN AUTRE ENTRE LE JEUDI ET LE VENDREDI



SUD Education dénonce ce dispositif depuis 2007. La dépêche AFP, de septembre 2008, annonçant 3.000 suppressions de poste confirme notre position!

De nombreux collègues, contraints de mettre en place le travail des Maîtres Spécialisés, s'y opposent ! La résistance dans les écoles s'organise. SUD Education soutient les écoles qui n'ont toujours pas mis en place ce dispositif. Cette situation de refus existe en Région Parisienne, dans le Haut Rhin, dans le Maine et Loire et dans l'Indre et Loire où des groupes scolaires refusent de cautionner cette politique de disparition des services ! Ces écoles « gèlent » le soutien mis en place en septembre.

SUD Education exige

d'utiliser ces 60 heures en temps de réunions, avec les collègues de l'école, de l'établissement spécialisé, des RASED, et de tous les acteurs de l'école. Nous désirons du temps pour proposer des projets, pour se concerter et non des substituts d'aide qui rallongent la durée de travail des élèves en difficulté, qui les stigmatisent et qui visent à accrédi-ter auprès de l'opinion publique la disparition des RASED !

SOLIDAIRES 37

Édité par Solidaires 37 Siège social :

18, rue de l'Oiselet

La Camusière

37550 Saint Avertin

Tel/Fax : 02.47.28.39.94

E-mail :

solidaires37@orange.fr

Site :

<http://www.solidaires37.org>

Directeur de publication :

Jean-Michel Surget

CONTACTS SOLIDAIRES / SUD :

SUD PTT

Tél : 02 47 85 11 11 Fax : 02 47 85 11 12

SUD Education, , SUD Emploi, SUD Santé sociaux, SUD Culture, SUD Protection sociale,

SUD Alstom, SUD Énergie, SUD France 3, SUD commerces et Services,

SUD transports et ambulanciers, SNUPFEN, SUD Recherche EPST, SPASMET-météo, SUD rural,

18, rue de l'Oiselet La Camusière 37550 Saint Avertin

Tel/Fax : 02.47.28.39.94

SUD Rail

11, rue Blaise Pascal 37000 Tours Tél : 02.47.75.09.90 (FAX : 05.23.62)

SUD Étudiants

3, rue des Tanneurs 37000 Tours Tél : 02.47.36.81.07

SUD CAM

CRAM 1 Bd Winston Churchill Tél/Rép./Fax : 02.47.39.84.42

SUD Michelin

B.P. 424 37304 Joué les Tours

SOLIDAIRES 37

18, rue de l'Oiselet 37550 Saint Avertin Tel/Fax : 02.47.28.39.94

SNUI

40, rue Édouard Vaillant 37060 Tours cedex

SUI

48, rue des Mouettes 37300 Joué les Tours

SNJ

Multimédia NR 232, Avenue de Grammont 37048 Tours cedex